



Éditorial

LA MICROFINANCE : UN MIRACLE ?

Beaucoup d'espoirs ont été placés dans la microfinance. Aider les pauvres à s'aider eux-mêmes et à sortir de la pauvreté. Une révolution ! Nul doute que la microfinance a permis à beaucoup d'accéder au crédit. Surtout des femmes. Qui ont pu en même temps accéder à l'épargne et à une forme d'autonomie par rapport à leur mari, leur famille et leur belle-famille. Ces prêts ont aidé d'autres ménages à épargner pour amortir les aléas de la vie (maladie, deuil, mariage d'un enfant...) sans recourir aux usuriers des villages.

Le risque ou le fantasme sous-jacent à ces histoires un peu trop roses est de voir dans chaque pauvre un entrepreneur en puissance. Il y a des obstacles qui empêchent certains pauvres d'épargner, d'entreprendre, de se projeter dans l'avenir. La pauvreté engendre souvent le découragement. Et cela empêche le capitaliste qui sommeille parait-il en chaque pauvre de se réveiller, d'investir et d'entreprendre. La microfinance n'est pas une formule magique pour sortir de la pauvreté.

Une approche anthropologique nous ouvre à la complexité des situations. Il faut sans doute rendre aux pauvres eux-mêmes la lutte contre la pauvreté. Il faut s'affranchir des stéréotypes sur la passivité des pauvres qui les rendrait prisonniers de leur pauvreté. Cependant, cette même approche anthropologique nous fait aussi mieux comprendre le cercle vicieux de la pauvreté, le côté descente aux enfers de certaines situations.

L'accès au crédit facilite incontestablement la vie de ceux qui ont déjà une activité ou qui peuvent en démarrer une. Mais la microfinance ne garantit en rien l'accès à l'école ou aux centres de santé. La microfinance ne peut se substituer aux politiques publiques.

Antoine Sondag
antoine.sondag@lebret-irfed.org

L'inclusion financière

Par Marina D'Costa

**Marina D'Costa est la coordinatrice du projet *Connect All India* (CAI) - un réseau pour l'inclusion sociale et financière- mis en œuvre par le *Don Bosco Research and Rehabilitation Centre*, Matunga, Mumbai, Inde.
marina.donboscoresearchcentre@gmail.com**

**Marina D'Costa incarne une jeune génération d'activistes sociaux en Inde : diplômée de l'Université en anthropologie, elle est familière des théories sur la pauvreté en Inde et ailleurs. Marina diffuse ses travaux et ses convictions sur facebook. Son ONG se fait connaître par son site internet :
www.connectallindia.com**

Pour une première approche, l'inclusion financière peut se définir à partir de trois composantes : la capacité financière, la prise de décision financière éclairée et l'accès aux services financiers. Une rentrée de revenu stable est essentielle pour qu'une personne se sente financièrement capable d'épargner et d'investir. Cela implique divers éléments : un développement de compétences, des opportunités de revenus et des possibilités d'emploi. La pauvreté et le manque d'instruction sont souvent un obstacle. Pour être un bon décideur en matière financières, il faut être « financièrement alphabétisé », c'est-à-dire comprendre les concepts financiers et connaître les produits financiers. Ne pas être sensibilisé, ne pas avoir reçu d'éducation financière et ne pas être familiarisé avec l'économie constituent des obstacles. Enfin, quand on parle de l'accès financier, nous savons que la gamme des produits financiers est de plus en plus complexe, la technologie n'a pas été favorable pour tous les groupes, en particulier les communautés marginalisées dans les zones rurales. La médiocrité des offres bancaires, le manque d'accès aux institutions financières, des infrastructures publiques limitées (par exemple le transport) et la mauvaise distribution des produits financiers constituent autant d'obstacles. Cet article rassemble des idées et des expériences autour des trois éléments ci-dessus qui concernent l'inclusion financière, son intégration avec les attitudes, les

croyances culturelles et les initiatives des collectivités dans le contexte indien.

Connect All India : ce projet pour l'inclusion sociale et financière facilite le processus d'inclusion par la mise en réseau et aussi par des interventions directes. Grâce aux interventions directes, nous travaillons avec les groupes autochtones Katkari dans le district de Raigad du Maharashtra, en Inde et avec diverses communautés marginalisées à Mumbai. Nous avons entrepris des recherches-actions sur le terrain, nous y appliquons des stratégies innovantes d'inclusion et nous facilitons cela avec d'autres organisations avec lesquelles nous constituons un réseau. Nous intervenons dans les domaines de la santé, l'éducation, les projets générateurs de revenus, l'éducation financière, l'obtention de documents d'identité, l'intégration dans des programmes gouvernementaux, la constitution d'un capital, le renforcement des capacités et d'autres interventions innovantes pour une inclusion sociale et financière. Nous nous engageons dans la recherche et le plaidoyer, et nous négocions aussi avec nos acteurs au niveau public et privé pour favoriser une croissance inclusive.

La philosophie de ce projet a ses racines dans l'action réalisée avec les enfants des rues par le *Centre de recherche Don Bosco*. La vie d'un enfant de la rue est dépourvue d'amour, de soins, d'affection, de

soutien et de conseils de sa famille. Ces circonstances les obligent à lutter pour satisfaire leurs besoins de base à partir d'un âge précoce. Beaucoup d'enfants migrent vers les villes dans l'espoir de trouver un emploi et de gagner de l'argent, soit pour eux-mêmes ou pour apporter un soutien à leurs familles restées au village. Les enfants des rues gagnent de l'argent dans le recyclage, la restauration, la vente, la mendicité et autres petits boulots. Beaucoup sont également victimes de la traite. Le manque d'éducation, de formation et d'orientation les maintient dans un cycle vicieux d'emplois peu rémunérés subalternes et de toxicomanie.

Dans les rues, il n'y a pas d'endroit sûr où ils peuvent garder leurs gains. De nombreux enfants racontent comment ils ont été intimidés, battus et volés par les jeunes de la rue plus âgés, les fournisseurs et même les policiers. Par conséquent, ils trouvent qu'il est préférable de dépenser tout ce qu'ils ont gagné et recommencer le lendemain à partir de zéro. De plus, il y a beaucoup de familles de la rue qui vivent dans des situations similaires, ne laissant aucune marge pour des économies.

En réfléchissant sur le nombre de familles marginalisées en Inde parmi les groupes à faible revenu, les membres de caste et tribus financièrement exclus en raison du manque de documents d'identité, ceux qui n'ont pas accès aux services bancaires ni aucune pratique de l'épargne, ceux qui sont exploités par les prêteurs de fonds traditionnels, ceux qui sont confrontés à l'isolement géographique, aux différences de croyances et de pratiques culturelles, etc, *Connect All India* s'adresse à ces communautés marginalisées afin d'explorer des pistes nouvelles dans le domaine de l'inclusion sociale et financière. Il est entendu que l'inclusion financière est un phénomène multidimensionnel et que tout succès dans ce domaine entraîne une véritable inclusion sociale.

Le cycle de la pauvreté

L'inclusion financière a été considérée comme l'un des meilleurs moyens pour réduire la pauvreté. Selon mon expérience, il y a une génération qui vit dans un cycle de pauvreté, mais quelqu'un dans cette famille brise la chaîne fatale par l'éducation ou un bon emploi. Cela permet une croissance inclusive pour la génération suivante : cela constitue aussi un

système préventif pour éviter de retomber dans le piège de la pauvreté. Des calamités naturelles, de mauvaises affaires dans l'activité ou d'autres facteurs peuvent rejeter quelqu'un dans le cycle vicieux de la pauvreté du jour au lendemain.

La famille doit être considérée comme partie prenante pour l'inclusion financière. Les attitudes culturelles et les croyances jouent parfois un rôle essentiel dans la détermination du comportement économique. Beaucoup de familles marginalisées sont connues pour contracter des prêts importants pour des mariages ou des cérémonies sociales, influencées par la pression sociale. Leur exclusion des systèmes de prêts abordables ne leur laisse d'autre choix que de recourir au crédit à intérêt élevé et de tomber ainsi dans le piège du surendettement, ce qui provoque stress, dépression et insécurité, ce qui affecte leur santé mentale et les rend vulnérables à la crise financière et à la pauvreté. La pauvreté est complexe et multidimensionnelle par nature.

La culture de la pauvreté est un concept défini par les institutions sociales de l'exclusion. Cela nous informe sur la perpétuation du cercle vicieux de la pauvreté. Le concept d'une culture de la pauvreté a été introduit par l'anthropologue américain Oscar Lewis, à la suite de l'étude de la population urbaine pauvre au Mexique et à Porto Rico. La culture de la pauvreté constitue une « conception de la vie » transmise d'une génération à l'autre. Selon Lewis, les gens de la culture de la pauvreté ont un fort sentiment de marginalité, d'impuissance, de dépendance, de non-appartenance à la communauté. Ils sont comme des étrangers dans leur propre pays, convaincus que les institutions existantes ne servent pas leurs intérêts et leurs besoins. Les personnes ayant une culture de la pauvreté ont très peu le sens de l'histoire. Ce sont des gens marginaux qui ne connaissent que leurs propres problèmes, leurs conditions locales de leur quartier et leur propre mode de vie. En d'autres termes, ils n'ont pas de conscience de classe, même s'ils sont très sensibles aux distinctions de statut. Même si la réduction de la pauvreté peut améliorer la condition économique de l'individu, l'abolition des castes reste un point crucial. CAI fait l'expérience de ces attitudes d'opresseur et d'opprimé et s'engage à construire une nouvelle culture de l'indépendance sociale et économique pour tous.

Bâtir une culture de l'épargne

Les pauvres peuvent-ils épargner ? Cette question se pose pour de nombreuses communautés marginalisées dans le monde et s'applique évidemment aussi à un pays comme l'Inde. Paradoxalement, ce ne sont pas seulement les pauvres qui ont du mal à épargner, nombreux sont ceux qui sont incapables d'épargner car ils sont financièrement analphabètes. Dans le passé, les pauvres ont toujours été vus à partir du côté de l'offre, maintenant l'approche inclusive exige que nous comprenions la situation financière, les flux financiers, les économies et leurs avantages en termes de sécurité, de liquidité et de relation risque-rendement à partir des préférences des pauvres. Il est bien connu que non seulement les nantis mais aussi les pauvres ont des modèles de recettes et de dépenses et disposent de ressources alternatives qui permettent de traverser les hauts et les bas dans les flux financiers. Les services financiers peuvent jouer un rôle important en aidant les groupes à faible revenu à gérer leur argent et les aider à améliorer leur situation économique. Cependant, la plupart des efforts déployés jusqu'à présent ont été axés sur l'offre et se sont penchés sur le crédit et non sur les besoins d'épargne de la population.

L'épargne en tant qu'attitude, qu'elle soit économique ou non économique, varie selon les sociétés en fonction des revenus, du statut social et des valeurs économiques. Une image répandue des personnes extrêmement pauvres considère qu'elles n'ont guère de choix réels possibles. Certaines personnes travaillent aussi dur que possible, mais parce qu'elles sont sous-alimentées et faibles, elles gagnent à peine de quoi couvrir leurs besoins de base, qu'elles cherchent toujours à couvrir de la manière la moins chère. Aussi, elles sont supposées rester pauvres en permanence. Ainsi, la façon dont nous identifions les pauvres soulève de nombreuses questions. Si les pauvres gens que nous observons font juste un bref passage par la pauvreté, alors le comportement d'épargne, l'épargne sous forme d'actifs et l'épargne sur les ressources seront des réalités que nous devons considérer. En Inde, il existe des politiques publiques pour le logement, l'éducation, la santé et d'autres domaines, des aides publiques peuvent être mobilisées par des personnes en dessous du seuil de pauvreté. Bénéficier de ces programmes gouvernementaux et de ces subventions

devrait être considéré comme une opportunité pour renforcer la croissance inclusive et l'épargne, car cela couvre des dépenses d'un individu en les lui fournissant gratuitement, autrement cet individu aurait dû consacrer des sommes pour cet accès à l'éducation ou la santé. Ces aides gouvernementales sont généralement perçues comme des droits de la population par de nombreuses ONG, par des militants et d'autres organisations. Je vois cela plus comme une opportunité proposée par le gouvernement pour améliorer les conditions de vie des pauvres. Cela ne devrait pas être considéré comme acquis ou ignoré par les communautés marginalisées. Malheureusement, la plupart de ces aides et dispositions sont politiquement motivées par des raisons politiques et assez mal mises en œuvre.

Néanmoins, avant que nous n'essayions d'inculquer la culture de l'épargne dans les communautés marginalisées en particulier les populations autochtones, il est important de comprendre la culture de la pauvreté qui existe dans cette communauté. Beaucoup de parties prenantes œuvrant pour l'inclusion financière n'ont pas réussi à comprendre cela. Il est important de comprendre que les personnes de ces communautés ne manquent pas du sens de la durabilité ou de la sécurité, mais le montant des ressources ne leur a pas permis de constituer une épargne. La culture de l'épargne n'existe pas et même si elles ont le revenu pour épargner, les méthodes de l'épargne ne sont pas connues. La possibilité d'épargner et la volonté d'épargner sont d'importants facteurs de l'épargne que CAI veut promouvoir. Ceux ayant de faibles ressources économiques auront une capacité limitée d'épargne. Il s'agit d'une incapacité chez de nombreux individus à réduire leur consommation, ce qui peut expliquer pourquoi de nombreux ménages à faible revenu ont des économies faibles. Ils préfèrent prendre des prêts et gérer sans épargne, plutôt que de retarder le temps de la gratification. Même si l'on suppose que ces économies sont conservées sous une forme non monétaire, il est difficile de mesurer leur valeur par rapport à une épargne monétaire, en particulier par l'intermédiaire d'une banque. Il est donc important d'ouvrir un chemin à travers ces blocages et de construire une culture de l'épargne pour ces communautés afin de briser le cycle de la pauvreté. Ce ne sont pas les produits financiers, les comptes bancaires ou la technologie financière qui rendent les économies possibles, c'est une méthodo-

logie simple en termes d'amélioration des possibilités d'emploi et d'influence sur les comportements d'épargne. En prenant en compte les diverses cultures, attitudes et croyances qui peuvent constituer un processus vers l'inclusion financière. Cet aspect de l'inclusion financière est universellement applicable.

Rôle du réseau

Le nombre de banques établies au fil des ans a été démesuré pour l'économie nationale et mondiale. Cela a également conduit à des attitudes de concurrence entre les institutions financières et les organisations qui travaillent à l'inclusion financière par des activités économiques ou entrepreneuriales. Sachant que les ressources économiques ne s'accumulent pas simplement dans une seule zone, la mise en réseau pour mettre en commun des ressources pour l'inclusion financière est vitale. Beaucoup d'entre eux n'ont pas encore appris l'art de fonctionner en réseaux et de partager les ressources, et cela rend le processus d'inclusion financière fragile. Avec la vitesse de la technologie, il devient aussi difficile d'aborder des questions connexes. Par exemple, au début, les distributeurs de billets de banque étaient peu nombreux, mais aujourd'hui, un nombre maximum de personnes les utilisent, et les banques nationalisées ont rendu l'utilisation de guichets automatiques de retrait obligatoire jusqu'à 25 000 roupies indiennes. Si les gens ne savent pas comment faire fonctionner ces machines, soit elles apprennent ou bien elles ne les utilisent plus du tout. J'ai connu des gens qui m'ont demandé de l'aide pour utiliser les distributeurs automatiques de billets, car le personnel de la banque a refusé de le faire. Les personnes âgées et les populations analphabètes sont les plus touchées par ce phénomène.

Les projets de CAI mettent l'accent sur la mise en réseau avec des organisations et des intellectuels de toutes les disciplines dans divers domaines. Cela rend ces projets aptes à explorer diverses voies et à être enrichis par des idées nouvelles pour l'inclusion financière. Les perspectives provenant de la Banque mondiale, des institutions d'inclusion financière, du Ministère des Finances, de la Banque centrale, des banques privées et nationalisées, des organismes de financement locaux tels les groupes d'entraide et les coopératives de gens ordinaires etc sont analysées. Ce processus aide à aller à la

racine du problème et à comprendre les conflits, contribuant ainsi à développer des solutions qui contribuent à la croissance de l'économie. Le réseau a permis de donner des perspectives aux interventions communautaires et a mis en commun des ressources des ministères, des organismes sociaux, des institutions financières et d'autres ressources locales qui ont aidé les projets à développer une perspective globale sur l'inclusion financière.

La mise en réseau avec les ONG et les institutions financières a été une expérience à la fois positive et négative. Elles ont été ouvertes à collaborer mais réticentes à accepter certains processus de l'inclusion financière car elles préfèrent accélérer la diffusion de leurs produits financiers respectifs pour rendre leur travail plus visible plus rapidement. Ces efforts après une période de temps ne portent plus guère de fruit car le fondement nécessaire à l'épargne, aux investissements et à un revenu stable n'avait pas été posé. Le réseau ne parvient pas à comprendre que l'environnement économique d'une collectivité influe sur son aptitude à l'inclusion financière. Même si beaucoup de personnes prétendent avoir des comptes bancaires dans les communautés urbaines, les transactions sont peu nombreuses et les systèmes sont inefficaces. Ainsi, une inclusion financière est incomplète sans un bon comportement d'épargne et une source de revenu stable. De même, dans les zones rurales, en plus du fait que la source de revenu stable est souvent un défi, l'accès aux institutions financières est trop difficile, à moins que la communauté ne soit basée dans une ville-centre d'un district. Dans tous les cas, le processus de mise en réseau ne peut pas être ignoré, car cela offre d'immenses solutions alternatives et de croissance dans le domaine de l'inclusion financière.

Rôle de l'économie humaine et du plaidoyer

Le point de vue d'une économie humaine facilite le processus de l'inclusion financière, car il considère que les perspectives des gens importent aux décideurs : toute idée et toute intervention doivent se faire en faveur de la majorité des citoyens, y compris des communautés marginalisées. Ici, je me souviens des résultats de la recherche d'Amartya Sen sur la famine du Bengale. Il a affirmé que la famine avait eu lieu non pas parce qu'il n'y avait pas

assez de céréales, mais elle a eu lieu parce que les gens n'avaient pas l'argent pour acheter les quantités disponibles. Parfois, nous ne parvenons pas à voir l'autre côté de la médaille et il en va de même pour l'inclusion financière. Ainsi, le plaidoyer joue un rôle déterminant dans la réalisation de tous les points de vue, afin de motiver le gouvernement à miser sur la croissance inclusive. Nous avons besoin de maîtriser l'art de la plaidoirie. Ici, je tiens à souligner le mot solidarité ; à moins que vous n'ayez appris à être solidaire avec les autres, vous ne serez jamais capable de faire le premier pas pour un plaidoyer. Le plaidoyer est important pour apporter un changement dans l'inclusion financière et cela commence par la base. Les défis sont presque les mêmes dans d'autres communautés marginalisées à travers le monde. Ainsi, l'inclusion financière est un amalgame de divers aspects de la culture et de l'économie.

Les organisations se concentrent sur la fourniture de produits financiers aux communautés et elles organisent des séances d'éducation financière, mais il n'y a pas beaucoup d'effort fait pour un plaidoyer dans le domaine de l'inclusion financière. Cela est ainsi car il n'y a pas de processus de partage des défis et des solutions par des efforts de collaboration. Cela rend le processus de l'inclusion financière assez faible. La réponse réside dans une approche coordonnée par les secteurs public, privé et bénévole, sans doute conduit par le gouvernement parce que les gens à faible revenu sont les clients les moins attrayants pour les banques et autres fournisseurs de services. Qui jusqu'à ce jour ne cessent de maintenir dans l'exclusion financière de nombreuses communautés marginalisées en Inde.

Libre propos



MICROFINANCE EN HAÏTI

Au cours de mon expérience au sein de ID Microfinance, j'ai pu effectuer certains constats similaires à ceux décrits par Marina D'Costa.

ID Microfinance accorde des prêts à la population vulnérable et défavorisée de Port-au-Prince, en vue de lui permettre de créer ou de développer son activité professionnelle et ainsi améliorer son niveau de vie.

Les prêts accordés ont pour but de soutenir l'activité du bénéficiaire et non la consommation. Pourtant, nous constatons des pics des demandes de prêts au moment de la rentrée scolaire, en fin d'année ou pendant la période des communions... Difficile d'être stricts et intransigeants face aux faibles ressources des bénéficiaires et à l'absence de séparation des « budgets ».

Ressources qui peuvent être mises à mal du jour au lendemain. Les imprévus (maladie, accident, soutien familial...) viennent souvent, tel un grain de sable, déstabiliser cet équilibre (fragile) que les bénéficiaires tentent de mettre en place. Au-delà des

faibles revenus, l'impact de ce grain de sable est d'autant plus significatif que les personnes ne disposent pas de matelas de sécurité.

Les revenus générés par leur activité sont, en effet, le plus souvent dépensés, utilisés pour consommer, au mieux, investir dans leur activité, sans penser au lendemain... Épargner n'est pas inné. Nous essayions de sensibiliser nos emprunteurs à l'épargne, en insistant sur son importance, pour être capables de faire face aux potentiels coups durs. L'obtention d'un prêt est subordonnée à l'épargne, qu'ils peuvent cependant retirer à tout moment...

La microfinance, outil d'inclusion financière et sociale, exige d'accompagner les bénéficiaires de crédits : formation à la gestion de budgets, de business, éducation à l'épargne, sensibilisation aux droits et obligations de l'emprunteur, appui sanitaire et social...

**Estelle Chauvin,
ex-Volontaire ID Microfinance**

Derniers numéros parus



416 : *L'économie solidaire au service d'un développement intégral, démocratique et durable,*
par Maria Angelina de Oliveira et
Adriana Bezerra Cardoso

417 : *La liberté de religion et de croyance dans le monde,* par Pierre Morel

418 : *L'émergence d'une nouvelle société,* par Patrick Viveret

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed - 49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebret-irfed.org
L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot

Rédacteur en chef : Antoine Sondag

Conseil de rédaction : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Karine Besses, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Karine Meaux, Anouk Coqblin, Denise Sanou.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE) ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 – Imprimerie IGC Communigraphie – St Étienne – 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé

